



Les sommets de l'Europe, à la recherche d'un consensus

Plusieurs sommets bilatéraux France/Allemagne les 23-26 / 10 – France/Italie 27/11 – France – Royaume-Uni 29/11 – ont permis de préparer le sommet européen de Laeken (14-15 décembre).

● Sommet franco-allemand

Il a été l'occasion de faire une déclaration commune, qualifiée d'ambitieuse par le président Chirac : « Plus ambitieuse que tout ce que nous avons fait dans le passé et qui porte sur tous les domaines principaux (...) Je note que pour la première fois d'ailleurs la France et l'Allemagne affirment conjointement l'objectif d'une Constitution européenne qui devrait, naturellement, intégrer la Charte des droits fondamentaux ». Dans une déclaration spécifique sur la Défense et la Sécurité, les deux pays, après avoir réaffirmé leur solidarité avec les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme international, abordent les principaux sujets d'actualité de l'Europe de la défense en vue du sommet du Laeken :

Dans le domaine de l'opérationnalité des forces européennes dans le cadre du *Headline goal* d'Helsinki « l'UE pourra désormais conduire des opérations de gestion de crise en fonction de capacités militaires dont elle dispose ... La poursuite déterminée des efforts pour

à l'Union de mener des opérations de gestion de crise dans tout l'éventail des missions de Petersberg, y compris les opérations les plus difficiles ». Connaissant la tendance de certains européens à limiter le spectre des missions de Petersberg à l'humanitaire et au maintien de la paix, cette précision commune a une forte valeur politique.

En ce qui concerne le transport stratégique « l'Allemagne et la France soulignent l'importance de l'avion de transport militaire A400M pour l'industrie d'armement européenne. Elles réaffirment que les engagements pris seront strictement respectés ».

Heureusement, cela a été confirmé par la commande allemande le 13 décembre de 73 A400M comme prévu depuis l'accord du Bourget de juin 2001.

Enfin les deux pays insistent sur la complémentarité des actions civiles et militaires dans l'approche de la gestion des crises internationales par l'UE. La France et l'Allemagne « soulignent leur satisfaction du résultat des deux conférences d'engagement de capacités et l'importance qu'elles attachent au développement équilibré des capacités civiles et militaires qui constituent l'avantage comparatif spécifique de la PESD ».

(Suite page 3)

Où va l'OTAN après le 11 Septembre ?

(Un point de vue de Michel Fennebresque)

Aussitôt après les attentats de New York et de Washington, les commentaires se sont multipliés, tentant notamment d'annoncer ce que sera « l'après 11 septembre ». Essayons d'éviter cette précipitation, pour formuler seulement quelques observations ou interrogations sur un point que les spécialistes commencent seulement à évoquer et auquel il conviendra, à notre avis, de porter une attention particulière au cours des mois à venir.

Nous voulons parler du rôle joué (ou non joué !) dans cette crise par les deux organisations occidentales compétentes en matière de sécurité et de défense : l'Union européenne et l'OTAN.

S'agissant de la première, nous soulignerons seulement qu'elle a confirmé, en présence d'une crise grave et subite, son inexistence politique et militaire.

(Suite page 2)

Pousser à l'effort !

L'Europe de la défense est bien fragile dans sa dimension industrielle. Les ambitions le plus souvent exprimées par les gouvernements restent encore des vœux pieux, faute d'une véritable politique des moyens.

Même les restructurations, hie encouragées, se heurtent aujourd'hui à une frilosité d'où le repli nationaliste n'est pas totalement exclu, en période de budgets rétrécis.

L'OCCAR a failli faire les frais d'une mauvaise grippe, avec le report de la cérémonie prévue à Bonn à la mi-novembre. Il aura fallu que Paris et Londres fassent peser sur Berlin leur mécontentement face aux tergiversations budgétaires du Bundestag, pour que finalement le programme de l'avion de transport européen A400M soit sauvé in extremis : la réunion de lancement de l'OCCAR pourra donc se tenir le 17-janvier, même si l'incertitude continue de peser sur d'autres programmes européens aussi fédérateurs, dont le missile Meteor qui réunit six pays européens et qu'aucun contrat n'a encore consolidé. Ce qui n'a pas empêché un autre succès européen, la formation, fin décembre, du pôle européen des missiles MBDA, première entreprise consolidant les activités missile des grands groupes BAE Systems, EADS et Finmeccanica.

Il n'empêche. EuroDéfense ne peut que répéter à nouveau ici que l'effort consenti par les Européens est insuffisant pour fonder une véritable politique de défense assortie de moyens. C'est un problème de myopie politique (lire Pierre Schwed, page 2), mais aussi d'absence d'ambition industrielle.

ED France va s'efforcer de montrer, en ouvrant bientôt les travaux de sa Commission Affaires Internationales, que l'effort de défense des pays européens n'est peut être pas ce que l'on pense.

Emile Blanc

Où va l'OTAN... (suite de la page 1)

Si les dirigeants européens ont, chacun pour son compte, parcouru la planète et « fait la queue » à Washington, l'Union en tant que telle a brillé par son absence : aucune démarche n'a été effectuée en son nom, aucune stratégie commune n'a été définie ni même envisagée.

Cette absence de l'UE est désolante, mais elle n'est guère surprenante.

➤ Il n'en est pas de même de celle de l'OTAN. Certes le Conseil de l'Atlantique Nord a exprimé sa solidarité avec les Etats Unis et déclaré applicable l'article 5 du traité de Washington. Mais ledit article n'a pas pour autant été appliqué. Les Etats-Unis n'ont rien demandé de plus à l'Alliance qu'un appui moral et politique, nécessaire pour donner corps à la grande coalition contre le terrorisme dont ils se veulent à la fois le cerveau et le bras. Les offres de participation à l'action militaire, présentées par les alliés européens, ont été accueillies avec fraîcheur et, lorsqu'elles étaient acceptées, limitées à un niveau qui les rendait symboliques, même s'agissant de la Grande-Bretagne.

Les raisons de cette attitude apparaissent clairement. Victimes d'une agression, les Etats-Unis tiennent à se faire justice eux-mêmes. Tirant les leçons de la crise du Kosovo, ils entendent surtout assurer seuls la conduite des opérations et le choix des objectifs, sans devoir en permanence recueillir et prendre en compte les avis de leurs alliés. Ils ont ainsi opté pour un comportement unilatéraliste, qui s'inscrit dans une ligne déjà observée avant ces événements, en particulier avec l'administration républicaine. Comme cela semble leur réussir, et sous réserve qu'il continue d'en être ainsi, on ne voit pas pourquoi ils modifieraient cette ligne.

Pour nous en tenir aux faits, le constat reste le suivant : les Etats-Unis, leader incontesté de l'OTAN et son plus ardent zélateur, victime d'une agression caractérisée sur leur territoire même, ont décidé de réagir à celle-ci et de gérer la crise sans faire appel à l'OTAN. Cela ne peut rester sans conséquence ; l'OTAN en sera nécessairement affectée, voire transformée.

➤ Un autre facteur agit d'ailleurs dans le même sens. Il s'agit de la Russie, de sa place et de son rôle dans la sécurité européenne. Après avoir prouvé, lors de la guerre du Kosovo, qu'elle demeure « incontournable » en Europe, elle vient de faire la démonstration qu'elle l'est aussi en Asie. La Russie s'est en outre engagée résolument dans la coalition antiterroriste menée par les Etats-Unis et entend maintenant récolter les fruits de cet engagement. Il s'agit essentiellement pour elle de se rapprocher plus étroitement de l'OTAN et, au lieu du simple interlocuteur qu'elle est actuellement, d'en devenir un véritable partenaire, associé à ses prises de décision. Ce souhait semble trouver un large écho parmi les membres de l'Alliance (cf. la Déclaration franco-britannique sur la Russie, Londres 29.11.01).

➤ Concrétisation d'un partenariat Europe-Amérique qui demeure indispensable, l'Alliance atlantique ne devrait pas être gravement affectée par les événements du 11 septembre, ni par la crise en cours. Il n'en ira pas de même de l'OTAN. On ne peut encore prévoir ce que celle-ci deviendra au terme de la double transformation que nous avons tenté d'analyser. Mais elle ne sera très probablement pas « l'assurance tous risques » répondant totalement au besoin de sécurité des Européens. A ceux-ci de prendre leur destin en charge, en dotant enfin l'Union – ou, dans un premier temps, son avant-garde – d'une véritable politique extérieure, de sécurité et de défense commune et des moyens, diplomatiques et militaires, de les mettre en œuvre.

Général (CR) Michel Fennebresque

Les Assises de la défense à l'automne

EuroDefense s'impliquera dans la préparation d'un grand colloque monté par l'IHEDN, à la demande du Premier ministre, pour l'automne prochain, et qui devrait constituer les « 1ères Assises de la défense ». Ce colloque a été présenté par Claude Rosius à la Commission Relation avec les associations, lors de la 2^e réunion du groupe « harmonisation colloques ». Françoise Lépine et Xavier Guilhou font partie de l'équipe organisatrice. Les « Jeunes IHEDN » souhaitent aussi être largement associés à cette manifestation. Quatre tables rondes sont prévues: les nouveaux enjeux de la population face au terrorisme ; la sécurité collective ; les nouveaux systèmes de forces ; quel type de rayonnement face au nouvel ordre mondial.

Pierre Schwed**Euro : et la Défense ?**

L'entrée en vigueur de l'euro a été accueillie par les opinions européennes comme une fête, au-delà de tout clivage politique. Et c'est bien une fête car cette monnaie unique est un succès incontestable pour tous ceux qui croient à l'Europe. Les gouvernements concernés se sont félicités. On a même perçu des regrets chez ceux qui n'étaient pas de la fête, surtout chez Tony Blair qui milite activement pour faire évoluer son opinion publique, laquelle est, à vrai dire, de jour en jour moins eurosceptique.

L'Europe dispose donc d'un nouvel instrument, et se plaît à comparer les vertus de l'euro et du dollar. Mais à bien comparer, on voit vite nos limites : depuis le 11 septembre, les Etats-Unis ont pris conscience de leurs failles, décidé les mesures qu'il fallait pour se renforcer : augmentation des budgets défense, lancement de nouveaux programmes d'armement, effort continu considérable en R&D, et même aide exceptionnelle au secteur aéronautique – industries et compagnies aériennes – touché de plein fouet. Où en sommes-nous de ce côté-ci de l'Atlantique ? Nulle part... Angélisme ou naïveté, les Européens se complaisent à spéculer sur des « dividendes de la paix » dont on sait bien qu'ils n'existent pas, et n'ont rien changé à leurs habitudes. Hormis la Grande-Bretagne, l'ensemble des pays de l'UE assistent passivement à la baisse de ses budgets défense, au délitement de l'OTAN (voir ci-contre), à la division des politiques de réponse face aux dernières crises, laissant le terrain libre aux Américains... et aux Russes, qui ont compris la nouvelle donne, augmentant leurs dépenses de défense, accélérant la réforme de leurs forces armées. Pour un succès, la décision sur l'A400M, que d'occasions ratées et de temps perdu pour l'Europe de la défense !

P. S.

Les sommets de l'Europe... (suite de la p.1)

Mais c'est dans la déclaration « politique » sur les grandes priorités européennes que l'on trouve exprimée la perspective commune franco-allemande dans le domaine de la PESD :

« le développement et la mise en œuvre d'une politique européenne de sécurité et de défense doit également être poursuivie énergiquement et acquérir une nouvelle dimension. La France et l'Allemagne estiment que le projet de défense européenne ne saurait se limiter aux "missions de Petersberg", et doit s'inscrire, conformément au Traité sur l'Union européenne, dans la perspective d'une défense commune. L'Alliance atlantique reste la base de la défense collective de ses Etats-membres. La PESD doit également mettre en place les moyens nécessaires à la lutte contre le terrorisme international. Enfin, la dimension industrielle de la défense européenne doit être une priorité. »

Nous pouvons donc constater le volontarisme franco-allemand avant le sommet de Laeken.

● Sommet franco-italien

En revanche, le sommet franco-italien s'est avéré plus modeste. A part un accord de principe « sur l'importance de cette défense européenne » et la volonté de déclarer que l'UE sera opérationnelle à la fin de l'année, il n'y a pas eu d'engagement italien sur l'achat des 10 A400M qui étaient antérieurement prévus.

● Sommet franco-britannique

Enfin, dans une déclaration sur la PESD, les Britanniques et les Français le 29 novembre dernier, « se réjouissant des progrès réalisés depuis Saint-Malo » et insistent sur la capacité de l'UE à « conduire des opérations de gestion de crise, là où l'OTAN en tant que telle n'est pas engagée, notamment lorsque s'exprime le besoin d'une approche intégrée des volets civil, militaire et policier, étroitement couplée avec des politiques commerciales, financières et d'aide pertinentes »... « Depuis les événements tragiques du 11 septembre il est plus important que jamais d'avoir une PESD à la fois crédible et effective et de renforcer par là le partenariat de sécurité transatlantique ».

Pratiquement il a été décidé de lancer des groupes d'action dédiés aux capacités suivantes : ravitaillement en vol, drones, protection NBC. Les autres membres de l'Union sont invités à s'y joindre.

● Conférence d'amélioration des capacités

Parallèlement à ces accords bilatéraux, le 19 novembre, lors de la « Conférence d'amélioration des capacités » qui se tenait au niveau ministériel, l'Espagne, l'Italie, la France, l'Allemagne, la Grande Bretagne et la Suède (les pays membres de l'accord dit « de la Lettre d'intention ») ont signé l'**accord ETAP** (European Technology Acquisition Programme) visant à développer en commun les technologies nécessaires aux futurs systèmes de combat aériens. Ce programme couvre :

- les aéronefs de combat
- les drones et les appareils de combat sans pilote
- les missiles de croisière conventionnels
- les technologies de l'information

➤ les systèmes de commandement, contrôle et renseignement nécessaires pour interfacer les divers moyens opérationnels

● Sommet européen

Enfin, c'est à Laeken (14-15 décembre 2001) que le Conseil européen a déclaré l'« opérationnalité de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) » :

« Grâce à la poursuite du développement de la PESD, au renforcement de ses capacités, tant civiles que militaires, et à la création en son sein des structures appropriées, l'Union est désormais capable de conduire des opérations de gestion de crise. Le développement des moyens et capacités dont disposera l'Union lui permettra d'assumer progressivement des opérations de plus en plus complexes. Les décisions de faire usage de cette capacité seront prises au regard des circonstances de chaque situation particulière, les moyens et capacités disponibles constituant un facteur déterminant. »

Mais les chefs d'Etat sont bien conscients des limites des capacités militaires de l'Union prévues dans le cadre de l'objectif global d'Helsinki (Helsinki Headline goal) puisque la même déclaration précise :

« Pour permettre à l'Union européenne de conduire des opérations de gestion de crise couvrant l'ensemble du spectre des tâches de Petersberg, y compris les opérations les plus exigeantes en termes d'ampleur, de délai de déploiement et de complexité, des progrès significatifs devront être accomplis.

Pour ce faire, un « Plan d'action européen visant à combler les lacunes identifiées et la mise en œuvre de la politique d'exercices seront nécessaires pour permettre à l'Union de conduire progressivement des opérations plus complexes ».

Malheureusement, la déclaration de la présidence belge au début du sommet de Laeken, qui claironnait que l'Union européenne avait décidé unanimement de créer une force multinationale pour l'Afghanistan, a été rapidement démentie, car certains pays s'y sont formellement opposés. Ceci nous rappelle la réalité politique du moment, même si les outils de gestion de crise sont déclarés opérationnels au sein de l'UE.

Enfin, si un accord avait pu être trouvé entre l'Union européenne et les Turcs pour que ceux-ci acceptent la mise à disposition de l'UE des capacités de planification opérationnelle de l'OTAN en cas d'opération de gestion de crise conduite par l'UE, à Laeken, c'est la délégation grecque qui n'a pas accepté les termes de ce projet d'accord, trouvant que l'on faisait la part trop belle aux exigences turques.

Gilles Combarieu

EuroDefense en ligne ?

EuroDefense pourrait se doter d'un site Internet pour renforcer son rayonnement. Sous l'impulsion de Françoise Lépine, la **Commission Information-Documentation** a entrepris une étude de faisabilité permettant de mieux poser le problème. Un plan du site et une première trame de contenu ont déjà été réalisés, et soumis aux membres du bureau.

Au-delà du contenu, se pose le problème de la maintenance du site et de son hébergement. Il faut trouver un Webmaster, ou au moins un informaticien ; et voir la compatibilité d'un hébergement sur le portail IHEDN avec la nécessaire autonomie de l'association : un chantier ambitieux, qui nécessitera l'aide de toutes les bonnes volontés.

Colloque de Londres : compte-rendu

En attendant les actes des « VII^e Rencontres Internationales *EuroDefense* » organisées des 12 au 14 septembre 2001 à Londres, actes préparés par *EuroDefense UK*, *ED France* a adressé à ses membres un compte-rendu synthétique, en français. Des exemplaires supplémentaires sont disponibles, sur demande, à la Délégation Générale d' *ED France*.

Mission à Lisbonne

Claude Dehouck s'est rendu à Lisbonne du 6 au 8 décembre pour :

- tenter de mettre au point un document rassemblant Protocole et note sur les groupes de travail proposée par *EuroDefense Portugal*,
- prononcer, à l'invitation d'*ED-P*, une conférence sur la construction de la défense européenne et l'opinion publique, présidée conjointement par le Directeur de l'Institut de la Défense nationale et le Président d'*ED-P*. (Une cinquantaine de membres de l'association, de l'Institut et de journalistes participaient à cette conférence, dans une atmosphère chaleureuse ; l'exposé d'une heure a été suivi d'une heure de questions-réponses. La radio portugaise a rendu compte de cette manifestation, dont le compte-rendu sera publié par la Revue portugaise "Défense").
- et, par la même occasion, connaître les réactions d' *ED-P* sur notre projet de réunion des jeunes qui sera organisée en juillet prochain : *ED-P* y participera en envoyant une douzaine de personnes.

Coopération ED France - Université

Jean-Marie Dedeyan, membre du Conseil d'ED-France, PDG de RFC et professeur associé à Paris IV, a proposé, lors d'un déjeuner de travail avec Emile Blanc et Claude Dehouck, de renforcer le rayonnement de notre association en direction des jeunes. Notamment en associant des élèves en DESS « Stratégie » à des études comparatives des outils de défense en Europe, en recensant les mémoires sur la défense en Europe réalisés dans les DESS depuis 2 ou 3 ans, ou encore en créant un « Prix *EuroDefense* » pour récompenser le meilleur mémoire sur la défense européenne.

La vie des EuroDefense

- Une association *EuroDefense Autriche* a été créée fin 2001. Son Président est l'ambassadeur Erich HOCHLEITNER. Bienvenue à nos nouveaux camarades autrichiens !
- Le Contre-amiral (cr) Joerk Eckart RESCHKE a été élu Président d' *EuroDefense-Allemagne* le 6.12. 2001. Toutes nos félicitations !

Commissions

- La **Commission de Politique générale** s'est réunie le 5 décembre sous la présidence de Guy Petibon, avec la participation d'Emile Blanc. Le Général d'Armée de Gendarmerie (2^e S) Yves Capdepont a rejoint cette commission qui, ayant centré sa réunion sur le problème du terrorisme international, a reçu le juge Jean-Louis Bruguière. Celui-ci a rappelé l'efficacité de la France en ce domaine, ses différents services échangeant facilement leurs informations, contrairement aux services de Grande-Bretagne selon lui très cloisonnés, aux services allemands à structure très fédérale, ou aux relations FBI/CIA/NSA très difficiles. La non harmonisation des législations en Europe reste un grand problème, sur lequel la Commission va réfléchir à propos du Kosovo, lors de sa prochaine séance de travail, le mercredi 23 janvier, animée par le Général d'Armée (2^eS) de Lapresle et le Général Capdepont, tous deux ayant été, à différents titres, confrontés au problème sur le terrain.
- **Commission Industrie** : le texte coordonné par Yves Sillard, « Vers une coopération européenne d'armement renforcée », est finalisé. Ce projet a été transmis aux autres associations, en français et en anglais. Des modifications seront convenues (certaines, proposées par *ED Portugal*, ont déjà été intégrées), pour parvenir rapidement à un texte commun à tous les *EuroDefense*, qui sera alors rendu public.

EuroDefense France invite les A.D. européens

EuroDefense France organise, à l'intention des Attachés de Défense des pays membres de l'Union Européenne et de leurs adjoints, une réunion de présentation de l'Association à l'amphithéâtre Suffren de l'Ecole Militaire (entrée par le 1 place Joffre),
le lundi 14 janvier 2002 à 18h.

Le Président d'*ED France*, Emile Blanc, leur présentera à cette occasion ses vœux pour l'année 2002. La présentation sera suivie d'un pot convivial autour d'une galette des rois.

Les membres de l'Association sont cordialement invités à venir participer à cette manifestation.